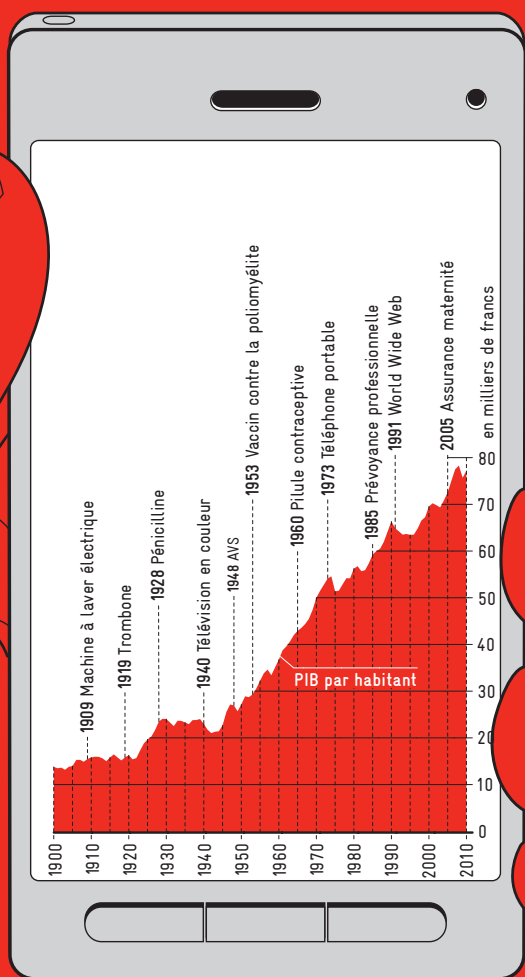


Croissance

Pourquoi, combien et comment ?

avenir
spécial

Poster en supplément
Effets et bienfaits





Gerhard Schwarz

Directeur Avenir Suisse

C'est un phénomène lié à la prospérité: dans les pays riches, des sceptiques toujours plus nombreux doutent du sens de la croissance économique. Ils ne s'inquiètent pas uniquement de la destruction de nos ressources fondamentales. Non, la croissance sert de bouc émissaire pour les crises économiques et même pour la dégradation morale de la société, marquée par la cupidité et la démesure. Les fondamentalistes écologistes et de gauche ne sont plus les seuls détracteurs de la croissance.

Pourtant, ceux qui diabolisent la croissance ne sont pas seulement objectivement dans le faux, mais se situent aussi sur une pente morale glissante, comme le démontre Karl-Heinz Paqué (Université de Magdebourg) dans son livre «Wachstum». Les grands objectifs de l'humanité comme la lutte contre la pauvreté, le progrès scientifique et technique, la sécurité sociale ne peuvent être atteints que dans des conditions de croissance. Il en va de même pour le maintien de la qualité de vie dans les pays développés.

Bien entendu, la croissance a un prix, comme tout dans la vie. Elle n'est jamais uniquement un phénomène quantitatif, mais s'accompagne toujours de changements structurels, souvent douloureux pour les personnes concernées. Au niveau mondial, la croissance est trop souvent associée à des atteintes à l'environnement. Cependant, la solution ne peut pas simplement consister en un large renoncement collectif, si peu conforme à la nature humaine. Presque toutes les religions du monde valorisent l'ascèse et les renoncements, mais les réservent à des personnages exceptionnels, tels les Saints ou l'ordre mendiant. Les êtres humains ne sont en majorité pas favorables à la stagnation ou à la régression. Au lieu d'un renoncement, la solution doit être une organisation responsable de la croissance, afin que ses effets secondaires négatifs soient réduits et que son bilan positif global puisse être encore augmenté.

Croissance – pourquoi, combien et comment ?

L'économie peut-elle et doit-elle toujours continuer à croître ? Qu'est-ce que la croissance nous apporte ? Que se passerait-il sans elle ? Cet «avenir spécial» réunit des articles sur un thème qui nous concerne tous, mais qui reste difficile à appréhender.

01_ Renoncer à la croissance ne résoudra rien

Le principal moteur durable de la croissance est le progrès technique – il ne peut pas être décrété, mais pas non plus freiné : pages 4 à 6

02_ Diagnostic : satiété du bien-être matériel

Le scepticisme envers la croissance menace le modèle de réussite de la Suisse : page 6

03_ Le PIB, un instrument par défaut

Le PIB reste toujours l'indicateur de mesure de la croissance le plus convaincant : page 7

04_ Le contrat de générations est menacé

Sans croissance, les prestations de l'AVS et de l'assurance-maladie ne peuvent pas être garanties : pages 8 et 9

05_ Notre utilisation des ressources s'améliore

Depuis 1990, la consommation de matières par habitant en Suisse n'a pas augmenté : pages 10 et 11

06_ La croissance et les païens ressuscités

L'économiste Deirdre McCloskey est convaincue que la prospérité va continuer à croître : pages 12 et 13

07_ Croissance et immigration

Le PIB par habitant stagne-t-il parce qu'il doit être réparti entre un nombre croissant de personnes ? pages 14 à 16

08_ La fin de la réindustrialisation

La crise financière et économique représente une rupture : page 17

09_ Riche grâce à l'esprit d'innovation

A la fin du 19^{ème} siècle, la Suisse détenait déjà un très haut PIB par habitant : page 18

10_ Limiter la bureaucratie

La densité réglementaire croissante entrave la compétitivité des entreprises : page 19

11_ Sans confiance, pas d'investissements

Le manque de confiance dans les institutions est l'une des raisons de la faiblesse de la croissance dans la zone euro : pages 20 et 21

12_ Des impôts sur le capital préjudiciables

L'imposition des revenus du capital réduit l'incitation à investir : page 22

13_ Le budget-temps renseigne sur la prospérité

Les informations gratuites ne font certes pas augmenter le PIB, néanmoins elles contribuent au sentiment de prospérité : page 23

14_ Plus riches que nous le pensons

Au cours des dix dernières années, la prospérité a bien plus progressé que nous l'imaginons : pages 24 et 25

15_ Le mythe d'une croissance éphémère

Il y a tout lieu de penser qu'un épuisement complet de la croissance est peu probable : pages 26 et 27

Renoncer à la croissance n'est pas une solution

Dans une société libérale, la croissance ne peut être ni forcée ni empêchée. La solution de nombreux problèmes ne réside pas dans le renoncement à la croissance, mais dans celui de vivre aux frais des générations futures.

Gerhard Schwarz et Samuel Rutz

Aujourd'hui, la croissance économique est encore une fois, comme ce fut déjà le cas au début des années 1970, sous le feu des critiques : certains milieux exigent l'abandon du «paradigme de la croissance». Alors qu'une part des sceptiques agite le spectre d'une croissance qui s'épuise, d'autres accusent les effets indésirables d'un développement économique progressif. Toutefois, un épuisement complet de la croissance n'est ni réaliste ni souhaitable (cf. page 26).

Une croissance naturelle

Pourquoi les économies nationales doivent-elles toujours continuer de croître ? Cette question se pose surtout chez les personnes qui se portent bien à maints égards, en comparaison à la fois avec leurs ancêtres et avec le reste du monde, des personnes qui s'adonnent à une frugalité, en soi sympathique, mais qui le font néanmoins à haut niveau et souvent en gardant en arrière-plan la conscience rassurante d'une fortune et d'un héritage. Le principal argument en faveur de la croissance économique est qu'elle constitue en quelque sorte un phénomène naturel, une constante anthropologique qui trouve son origine dans la recherche constante par les hommes de la nouveauté et de l'amélioration de la qualité de vie. Nombre de personnes âgées ont vécu un temps qu'elles ne souhaiteraient pas revivre – malgré parfois l'évocation d'une certaine nostalgie – un temps où il n'y avait ni télévision en couleur ni téléphone portable, quand les voyages en avion et les lave-vaisselles étaient un luxe et quand de nombreuses maladies ne bénéficiaient pas encore de traitements adaptés.

Ces exemples attestent que le principal moteur durable de la croissance est le progrès technique. Comme l'histoire le montre, ce dernier ne peut pas être décrété, mais pas non plus totalement empêché. À l'avenir, de petites et grandes innovations continueront probablement de voir le jour. Elles finiront toujours par mener à une certaine croissance, indépendamment du fait que la croissance est perçue comme bonne ou mauvaise, trop faible ou trop forte.

Une croissance souhaitée

Le progrès technique est souvent lié aux augmentations de la productivité. Cependant, celles-ci



ne peuvent pas être transposées en une réduction du temps de travail pour tous les travailleurs, comme l'exigent certains. En effet, le marché du travail exige des qualifications spécifiques et il

subit parfois des difficultés financières. A l'inverse, la collectivité profite des augmentations de productivité qui se traduisent par la baisse des prix des biens et des services produits

(ainsi que par l'augmentation des marges). Les consommateurs peuvent acheter plus, et les entrepreneurs investir davantage, ce qui crée de l'emploi. A cet égard, un marché du travail qui fonctionne bien, qui est restreint le moins possible par les interventions étatiques, est primordial pour que les effets positifs de la croissance soient le plus largement répartis.

La croissance est aussi un facteur important pour garantir à long terme les promesses et les

devoirs d'une société (cf. page 8). Aujourd'hui, de nombreux domaines et institutions centraux de la politique économique et sociale sont dépendants d'une croissance continue. Si cette dernière est trop faible, certains pays risquent définitivement de ne plus pouvoir supporter leur endettement public ; les déficits de financement dans les domaines de la prévoyance vieillesse, de la santé et de l'éducation pourraient s'aggraver et l'équilibre social pourrait s'en trouver menacé. Dans une société à l'économie stagnante, il est pratiquement impossible d'assurer les retraites futures, car tout revers économique, qu'il vienne des marchés ou de la démographie, atteint immédiatement tous ceux qui ne participent plus de manière productive au processus économique. Pour toutes les sociétés occidentales, qui ont en partie construit et développé l'Etat social aux frais des générations futures, la croissance est le seul moyen de se débarrasser de cette dette. Si la Suisse souhaite maintenir sa prospérité – relativement bien répartie – elle ne devrait pas faire l'autruche face au besoin de croissance économique.

Une croissance forcée

En revanche, il est compréhensible que le fait de forcer la croissance incite à la réserve. Aviver la croissance par une politique monétaire expansionniste et des dépenses fiscales stimulant la conjoncture économique ne répond pas aux défis mentionnés, car une telle croissance ne pourrait jamais être durable. Seul l'abandon de mesures préservant les structures permet une croissance qualitative. La meilleure politique de croissance passe donc par la suppression de toutes les réglementations qui entravent la croissance et l'entrepreneuriat, accompagnée de l'abolition de toute promotion spécifiquement axée sur des régions, des marchés, des produits ou des entreprises en particulier.

Il ne faut cependant pas comprendre ce refus d'un pilotage étatique ciblé comme une position



prônant l'inaction. Mentionnés plus haut, les problèmes des pays industrialisés d'aujourd'hui doivent être pris à bras-le-corps au travers de mesures concrètes. Un frein à l'endettement efficace aiderait à avoir raison de la dette publique excessive et des déficits de financement dans les caisses de prévoyance. Une organisation libérale du marché du travail et une politique de formation avisée peuvent aussi contribuer à prévenir le chômage et à promouvoir l'équilibre social. Une meilleure transparence des coûts dans les transports (publics et privés) pourrait en outre limiter les charges sur l'infrastructure et améliorer la qualité de l'environnement. Des prix de l'électricité conformes au marché et différenciés selon les plages horaires enverraient des signaux de pénurie corrects et contribueraient à une meilleure gestion des ressources.

Nombre de problèmes avancés par les sceptiques à l'égard de la croissance pourraient être réglés ainsi. Toutefois, ces solutions ne résident pas dans le renoncement à la croissance, mais plutôt dans le renoncement à vivre aux frais des autres et des générations futures. Les revendications selon lesquelles il faudrait renoncer à la croissance et à la prospérité en raison de leurs effets négatifs – incontestables – reviennent à jeter le bébé avec l'eau du bain. De cette manière, on empêcherait également l'innovation, qui contribue à améliorer le bien-être de l'humanité et de l'environnement. Soyons honnêtes : qui pourrait moralement faire jouer un droit de préemption sur les acquis du progrès technique, tout en les refusant aux personnes qui vivent dans des régions moins développées de notre planète ?

Diagnostic : satiété du bien-être matériel

Se fixer sur la redistribution menace le modèle de réussite de l'économie de marché.

L'équité grâce à la redistribution a été dans le viseur des dernières votations populaires en Suisse, comme l'initiative 1:12 ou l'initiative pour un salaire minimum. Qu'est-ce que cela signifie pour le modèle de réussite de l'économie de marché suisse ?

De telles initiatives mettent en péril ce qui a fait la réussite de la Suisse. Pour certaines initiatives radicales, la raison l'a finalement emporté, mais elles ont esquinté l'image d'une place économique stable et fiable. Elles reflètent un scepticisme grandissant vis-à-vis de la croissance et une lassitude quant à la prospérité justement dus à la réussite durable de la Suisse. On pourrait aussi parler de satiété du bien-être matériel. Cela signifie qu'on considère la prospérité comme une évidence et qu'on ne s'aperçoit pas à quel point elle dépend du rendement et d'un ordre économique ouvert. Ce terme signifie qu'on est autosatisfait et qu'on perd la volonté de s'investir, mais aussi qu'on pense pouvoir intervenir dans le processus économique sans menacer la prospérité.

Si l'on commence à attacher plus d'importance aux questions de redistribution qu'à celles liées à la création de richesses, si l'on accepte de nuire à la croissance et à la prospérité au profit d'une plus grande égalité de résultat, si, au lieu de faire augmenter la taille du gâteau, on se plaint que les parts soient inégales – même si sa propre part est deux fois plus grande qu'il y a dix ans – alors le modèle de réussite de la Suisse est réellement en danger. **GS**

Au royaume des aveugles, le PIB borgne est roi

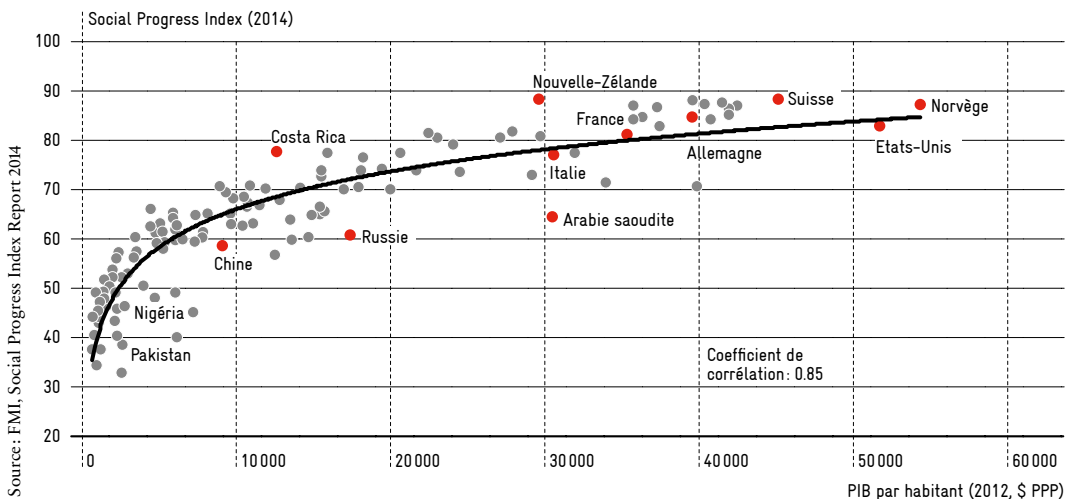
Le produit intérieur brut (PIB) n'est certes pas un indicateur parfait, mais il reste le meilleur outil pour mesurer la croissance, qui permet aussi des comparaisons historiques et internationales.

On parle de croissance économique lorsque la valeur de tous les biens et services produits dans une économie nationale augmente d'une période à l'autre. La théorie de la croissance n'observe toutefois ces variations que dans une perspective à long terme. Généralement, on mesure la croissance au moyen de la variation annuelle réelle du produit intérieur brut (PIB). Cependant, la variation du PIB par habitant est un indicateur bien plus pertinent, car elle montre si la prospérité a augmenté, à savoir si un individu moyen a généré plus ou moins de richesses durant la période d'observation qu'au cours de la période de référence. Le PIB par habitant n'est certes pas un indicateur parfait de la prospérité, puisqu'il n'englobe pas

certains aspects difficilement ou non quantifiables financièrement et n'illustre donc pas suffisamment ce qu'on appelle communément la qualité de vie. Par ailleurs, le calcul du PIB, donc du PIB par habitant, tient aussi compte des activités qu'on ne peut pas vraiment considérer comme améliorant la prospérité (par ex. remise en état après une catastrophe naturelle), alors qu'à l'inverse, d'autres activités qui la favorisent, comme le travail domestique, ne sont pas comptabilisées dans les statistiques. Néanmoins, l'indicateur de prospérité constitué par le PIB permet des comparaisons historiques et internationales à peu près utilisables et reste la meilleure approche disponible pour évaluer le bien-être d'une population. **GS**

Corrélation étroite entre produit intérieur brut et progrès social

Le PIB reste malgré tout un instrument de mesure de la prospérité fiable, car il existe une étroite corrélation entre des aspects non quantifiables en termes monétaires, tels que la qualité de vie et le bonheur, et le revenu par habitant. Ainsi, le Social Progress Index représenté ci-dessous est par exemple fortement corrélé au PIB par habitant.



Le contrat de générations est fondé sur la croissance

L'AVS et l'assurance-maladie sont des éléments-clés du contrat de générations. Le vieillissement de la société représente ainsi un défi de taille pour le financement de ces institutions, difficilement maîtrisable sans croissance.

Jérôme Cosandey

Le premier pilier de la prévoyance vieillesse (AVS) et l'assurance obligatoire des soins (AOS) sont des pivots de la sécurité sociale en Suisse. En 2012, les deux assurances absorbaient 44% de toutes les dépenses sociales. Les prestations de ces institutions sont ancrées dans la loi et donc prédéfinies. Toutefois, les promesses de prestations ne sont pas préfinancées : ce sont les générations futures qui devront les assurer.

Un système de répartition en péril

Dans l'AVS, les contributions salariales des personnes actives financent les rentes en cours des retraités. Le premier pilier de la prévoyance vieillesse se fonde non sur l'épargne, mais sur un système de transfert bien organisé et solidaire. Le rapport entre le nombre d'actifs et le nombre de retraités y joue donc un rôle essentiel. Les dépenses de l'AVS augmenteront considérablement ces prochaines années, avec le départ à la retraite des personnes nées pendant le pic de la natalité du baby-boom, qui vivent en outre de plus en plus longtemps. Pour financer la hausse de ces coûts sans relever les taux de cotisation à l'AVS, il faudra que la masse salariale totale en Suisse, et avec elle les contributions salariales cumulées, augmentent dans la même mesure.

Ceci est réalisable, d'un côté, par une progression des salaires réels individuels. A moyen terme, ceux-ci ne peuvent augmenter que si la productivité d'un employé, d'une entreprise ou d'un secteur s'accroît. Le niveau des salaires réels à l'échelle d'un pays, lui, ne peut s'élever que si la richesse globale – le produit intérieur brut – connaît une croissance supérieure à celle de la

population (croissance qualitative). D'un autre côté, une croissance quantitative, c'est-à-dire une augmentation du nombre des personnes actives, peut également faire progresser la masse salariale. Or, les indicateurs de fécondité en Suisse (1,54 enfant par femme actuellement) sont très inférieurs au taux de remplacement de 2,1 enfants nécessaire pour maintenir une population constante. Sans immigration, la population suisse ne pourra pas croître à moyen terme.

Sans croissance, le déficit de l'AVS augmentera de 50 %

Les projections actuelles de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) prévoient un déficit cumulé de l'AVS de 50 milliards de francs jusqu'en 2030. Ces pronostics correspondent à un scénario démographique «moyen», qui présume un léger recul de l'immigration nette de 80 000 personnes en 2015 à 60 000 personnes par an à partir de 2030 et une croissance du salaire réel de 0,9% par an. Selon nos propres estimations, pour un scénario de croissance nulle (immigration nette = 0 personne par an, croissance du salaire réel = 0%), le déficit annuel cumulé de répartition de l'AVS devrait atteindre 120 milliards de francs d'ici 2030. Aujourd'hui déjà, les âpres négociations entourant la réforme de la prévoyance vieillesse montrent à quel point il est difficile d'assurer le niveau de prestations actuel en fonction des hypothèses de croissance officielles. Une croissance faible, et à plus forte raison encore une croissance inexistante, rendraient le financement de la réforme de la prévoyance vieillesse tout simplement impossible.

Des charges de plus en plus lourdes pour l'assurance-maladie

Pour l'assurance-maladie aussi, le financement des prestations de santé dépend, à plus long terme, de la croissance. Les primes des caisses maladie sont conçues comme des primes individuelles. A première vue, aucun transfert n'a lieu entre les actifs et les retraités, mais seulement entre les personnes saines et les malades. Toutefois, étant donné que la plus grande partie des coûts de la santé survient deux ans avant le décès, c'est-à-dire pour la plupart des individus à un âge avancé, le système des primes individuelles mène de facto à un subventionnement croisé des personnes âgées par les plus jeunes. Une étude de l'Université de Saint-Gall montre qu'en 2010, 8,3 milliards de francs sont passés du porte-monnaie des actifs à celui des retraités dans le cadre de l'assurance-maladie. En 2030, ce transfert s'élèvera déjà à 20,3 milliards de francs, subissant donc une augmentation de 145 %. Là aussi, ces

dépenses supplémentaires ne pourront être supportées par les jeunes générations que si elles se répartissent sur un plus grand nombre de personnes (croissance quantitative) ou si le revenu disponible par individu croît de manière significative (croissance qualitative).

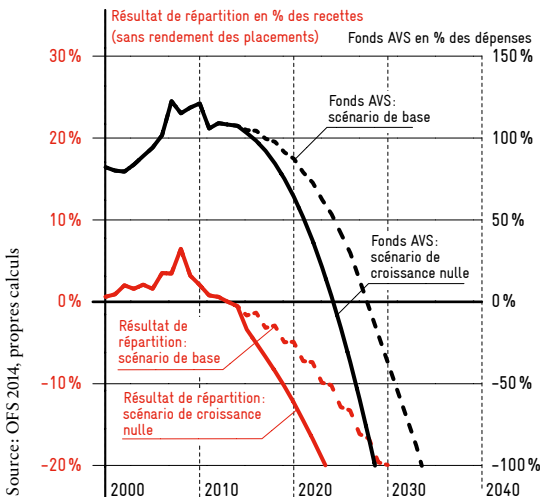
La croissance peut-elle atténuer le conflit des générations?

Le financement de l'AVS et de l'AOS met le contrat de générations à rude épreuve. Si, à l'avenir, les jeunes générations «se limitent» à verser au contrat autant que les générations précédentes, l'argent viendra à manquer pour assurer des prestations dignes de ce nom. Si les générations plus anciennes attendent les mêmes prestations financières que celles qui les ont précédées, la charge pour les actifs ne sera plus guère supportable. Une large croissance, qualitative et quantitative, peut contribuer à atténuer les défis à venir.

Mais on ne peut pas ordonner la croissance, comme le montre par exemple la longue phase de stagnation qui touche le Japon. Il est d'autant plus important de limiter la dépendance à la croissance de nos deux institutions sociales. Il faut, d'un côté, des mécanismes qui introduisent automatiquement des corrections lorsque le financement d'une assurance est déséquilibré. Un frein à l'endettement appliqué aux assurances sociales ou un mécanisme de stabilisation intégré à chaque assurance pourraient permettre d'atteindre cet objectif. D'un autre côté, il s'agit de ne pas surenchérir dans la promesse actuelle de prestations. L'extension de l'AVS prévue dans le cadre de la réforme Prévoyance vieillesse 2020, qui coûterait 1,4 milliard de francs de plus chaque année, va pourtant exactement dans la direction opposée.

Sans croissance, le financement de l'AVS est menacé

Dans un scénario de croissance nulle (immigration nette = 0, croissance du salaire réel = 0%), le déficit cumulé de l'AVS atteindrait 120 milliards de francs d'ici 2030.



Source: OFS 2014, propres calculs

Croissance sans gueule de bois

Depuis 1990, la consommation de matières par habitant en Suisse n'a pas augmenté et il y a de bonnes raisons de croire que la croissance «sans ressources» est systématiquement sous-estimée.

Marco Salvi

Plus de 40 ans après la publication du best-seller «Les limites à la croissance», les sceptiques à l'égard de la croissance continuent d'avancer les mêmes arguments: la prospérité matérielle mènerait dans une impasse, les ressources naturelles seraient surexploitées, la croissance démographique nuirait à la qualité de vie. De toutes parts, les Suisses sont exhortés à la «décroissance», notamment par des idéologues xénophobes d'orientation écologiste, qui souhaitent un pays vivant en autarcie.

Mais à quel point notre prospérité est-elle devenue matérielle? Est-il vrai que nous consommons toujours plus de «choses»? Les revenus croissants s'accompagnent-ils nécessairement d'une plus grande consommation de matières? Un coup d'œil sur les chiffres peut ramener le débat à un niveau plus objectif. Tout d'abord, les données à disposition montrent clairement que nous sommes plus riches qu'avant. Depuis 1990, le produit intérieur brut réel (notons qu'il s'agit d'un indicateur insuffisant, car il mesure plutôt la valeur de la production que la prospérité) a augmenté de 40 %. Au cours de la même période, le revenu total par ménage a crû de 15 %.

Il faut également examiner la consommation des ressources: l'air, le sol, l'eau, la biodiversité et bien plus encore. Mais contrairement aux nombreuses informations négatives parues dans les médias, les analyses environnementales de l'Office fédéral de la statistique (OFS) révèlent que, depuis les années 1990, bon nombre de problèmes ont été résolus. Aujourd'hui, la qualité de l'air est meilleure de manière générale (les polluants atmosphériques et les émissions de

particules fines sont en baisse), la qualité de l'eau des lacs augmente (grâce aux déversements plus faibles de fertilisants), la consommation d'eau potable recule, le volume des déchets accumulés dans les déchetteries ne grimpe plus et les émissions de gaz à effet de serre sont stables. Tous ces résultats ont été atteints malgré la croissance – ou peut-être grâce à elle, car une société riche se préoccupe davantage de la qualité de son environnement, et en a les moyens.

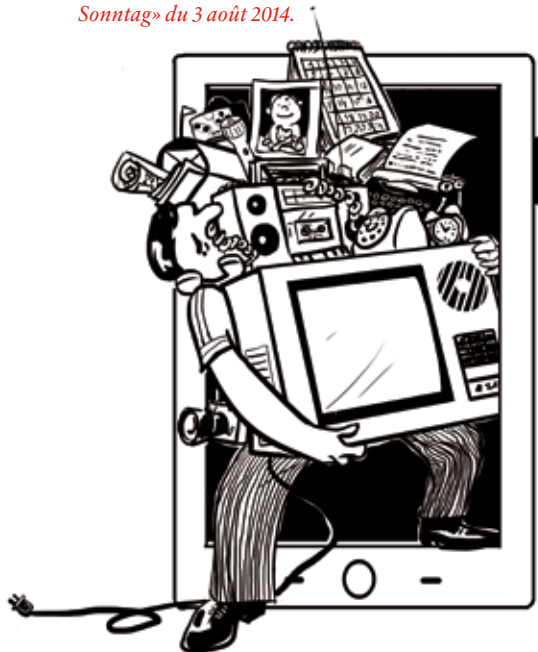
Tous ces progrès peuvent-ils être résumés en un seul chiffre, comme le PIB? Le calcul est un peu plus complexe ici, car il s'agit de chiffrer la valeur de ressources naturelles (par ex. paysages intacts, papillons rares ou pureté de l'air). Cependant, ce sont toutes des «prestations» que la nature ne nous facture pas et pour lesquelles il nous manque des informations sur les prix. L'OFS répertorie toutefois les flux de matières, c'est-à-dire les tonnes de biomasse, de métaux, de minéraux et de produits fossiles utilisés pour les activités économiques. Cette estimation constitue un indicateur global acceptable pour chiffrer l'impact environnemental.

Au vu de la multiplication des critiques à l'égard de la consommation, l'évolution de cet indicateur peut surprendre: la consommation de matières par habitant n'a pas augmenté depuis 1990 et s'élève maintenant à environ 40 tonnes par an. Si l'on compare ce chiffre à la valeur de la production, donc au PIB, on constate une augmentation considérable de la productivité matérielle. Dans l'ensemble, la production et la consommation mobilisent quelque 20 % de ressources de moins qu'en 1990. Ceci est princi-

palement le cas dans l'utilisation des ressources due à l'importation. Ainsi, en 1990, chaque kilo de matière était lié à une valeur à l'importation de 60 centimes. En 2012, ce rapport a presque doublé. Aujourd'hui, on crée plus de valeur avec autant de matière.

Il y a également de bonnes raisons de croire que ces statistiques sous-estiment systématiquement cette croissance «sans ressources». En effet, la dématérialisation de l'économie est plus rapide que ce qui est mesuré officiellement. A l'heure actuelle, nombreux sont ceux qui passent plusieurs heures par jour sur Internet – dont certains détracteurs de la croissance –, où une grande partie des prestations sont gratuites. Ainsi, Wikipédia, pour ne citer qu'un exemple, n'induit qu'une augmentation mineure du PIB, alors que tant de consommateurs sollicitent de manière intensive les services de cette encyclopédie en ligne. Ici, une valeur de production faible fait face à un besoin plus important de la part des consommateurs couplé à une consommation minimale de ressources. Pareilles innovations révèlent que les humains ne se contentent pas de consommer des ressources, ils en créent.

Cet article est paru dans le journal «Schweiz am Sonntag» du 3 août 2014.



Priorité aux réformes structurelles

Il n'existe pas de modèle durable de croissance alimentée par la dette.

L'amélioration de la productivité est le principal moteur de croissance économique à long terme. Celle-ci naît principalement dans l'économie privée à travers les investissements et les innovations. C'est là qu'il faut en priorité investir, au lieu d'exiger constamment de nouveaux investissements publics dans les routes et les ponts, comme les politiciens ont le réflexe de le faire. Car l'expérience montre que l'effet favorable à la croissance de telles dépenses baisse avec un niveau de développement croissant de l'économie. Afin que la consommation privée et les investissements puissent toutefois démarrer, les Etats doivent mettre en place des conditions-cadres adéquates.

Un modèle de croissance alimentée par la dette n'est pas viable. La croissance tendancielle ne peut être stimulée durablement ni par une politique monétaire ultra-accommodante, ni une politique fiscale expansionniste, mais seulement par des réformes structurelles qui augmentent la productivité sur les marchés des biens et des facteurs. Par conséquent, la consolidation fiscale doit aller de pair avec des réformes favorisant la croissance telles qu'une flexibilisation du marché du travail, un climat fiscal plus acceptable, davantage de concurrence grâce à des frontières ouvertes et des réglementations moins nombreuses, mais plus adaptées. C'est le seul moyen d'éviter une spirale de la dette alliant faible croissance, endettement élevé et intérêts croissants. **RW**

La croissance et les païens ressuscités

Pourquoi des pays comme la Suisse sont-ils extrêmement riches alors qu'ils furent extrêmement pauvres ? L'économiste Deirdre McCloskey aime les grandes questions et les réponses peu conventionnelles.

Extrait d'un entretien entre Marco Salvi et l'économiste Deirdre McCloskey

Marco Salvi (Avenir Suisse) : Dans votre livre *«Bourgeois Dignity»*, vous illustrez par une impressionnante énumération de faits tirés de l'histoire de l'économie mondiale comment le temps présent est devenu ce qu'il est. Quels en ont été les faits marquants ?

Deirdre McCloskey : La naissance de l'économie mondiale à partir du 17^{ème} siècle est à coup sûr le plus important développement séculaire depuis l'apparition de l'agriculture. Dans le livre *«Bourgeois Dignity»* (2011), j'appelle ce développement *«The Great Enrichment»*, le grand enrichissement. La Suisse en offre un exemple idéal – à l'instar d'autres pays occidentaux : le pays fut extrêmement pauvre, il est maintenant extrêmement riche.

Le bien-être continuera-t-il de croître ?

McCloskey : Le bien-être continuera de croître lentement. Nous sommes en croissance constante. Vous le vérifiez jour après jour dans votre quotidien. Il y a vingt ans, c'était la croix et la bannière d'appeler quelqu'un lorsqu'on était en déplacement. Il fallait d'abord dénicher une cabine téléphonique, puis avoir assez de petite monnaie sur soi et la cabine était peut-être en panne. Non seulement beaucoup de choses sont devenues plus simples, mais aussi plus avantageuses.

Vous identifiez trois causes au «Great Enrichment» : une nouvelle culture de la communication, une nouvelle éthique et de nouvelles idées. Pourquoi l'innovation est-elle devenue d'un coup un moteur ?

McCloskey : Depuis que l'homo sapiens a foulé le sol de la Terre, les améliorations ont été constantes. L'arc et la flèche ont constitué une amélioration de l'épieu, etc. Après la dernière période glaciaire, une nouvelle culture de l'innovation a soudain surgi en neuf lieux du monde. Mais ce n'est que récemment que les gens ordinaires ont pris leur part à cette culture de l'innovation. L'Etat romain n'était plus seul à développer de nouvelles technologies du genre de l'aqueduc. Même un petit épicier a pu concevoir une nouvelle technologie. Je crois que c'est surtout la déliquescence des hiérarchies établies qui a stimulé l'innovation. Dans une société hiérarchisée, il y a peu de choses qui bougent : quand vous exprimez des idées nouvelles, on vous menace.

La croissance n'est pas associée à un changement positif dans la plupart des esprits ?

McCloskey : A droite comme à gauche, on a de la peine à accepter la croissance économique. A droite, le problème est que la croissance a mis fin aux hiérarchies. Le fait est que l'effondrement des hiérarchies a accéléré la croissance économique. Or les conservateurs aiment les hiérarchies. Ils apprécient les rois, les comtes et les comtesses. La gauche, en revanche, se refuse à tout prix à dire quoi que ce soit de positif du capitalisme. Elle a ce problème depuis 1848, quand elle a prétendu pour la première fois que la classe

«A droite comme à gauche, on a de la peine à accepter la croissance économique».

ouvrière allait s'appauvrir. On a vu dès 1900 que ce n'était pas le cas.

*Parlons avenir. Nous avons un nouveau
Karl Marx, Thomas Piketty.*

McCloskey : En Grande-Bretagne surtout, on m'a surnommée l'anti-Piketty. Mais je pense que l'ouvrage de Piketty n'est pas aussi important qu'on le croit. Il a plusieurs points faibles.

*Reste qu'on dirait qu'en ce moment les adversaires
du capitalisme...*

McCloskey : ... ont le vent en poupe. Oui. C'est lié à la Grande Récession. Si elle n'avait pas eu lieu ou si, au moins, nous avions su nous en remettre d'une manière intelligente, de telles personnes auraient à peine trouvé de l'audience.

*Au moins Piketty n'est pas un critique de la
croissance. Il ne fait pas partie de ceux qui
affirment que nous nous sommes trop développés,
que ça suffit.*

McCloskey : C'est vrai. Les Verts représentent un plus grand danger que Thomas Piketty parce qu'ils pourraient décider d'étouffer entièrement la croissance économique. Et ils le feraient sûrement si on leur donnait assez de pouvoir. Alors qu'en fait ce sont des gens délicieux. Ils aiment les arbres. Mes amis suédois sont ainsi : ils aiment la forêt et, à l'été, ils s'y retirent des mois durant. En réalité ils vivent en ville une vie extrêmement prospère, capitaliste. Mais ils aiment faire mine que ce n'est pas le cas. Ils ressemblent à ces gens de Manhattan qui vont dans un «dude ranch» et y jouent aux cow-boys. Mais alors que cela n'a aucun effet sur les Américains, le mode de vie de mes amis suédois influence aussi leurs croyances. Autrefois, les Suédois étaient païens, puis catholiques, ensuite luthériens, et aujourd'hui ils s'acheminent à nouveau vers le paganisme. Ils croient aux dieux de la forêt. C'est leur transcendance. Et si cette transcendance se répand, elle devient dangereuse. Derrière cette

idéologie se cache une approche malthusienne : la croissance de la population est mauvaise. L'économiste Thomas Malthus n'était pas un grand optimiste. Ce qui me conduit à un point intéressant : du temps d'Adam Smith, les économistes étaient optimistes. Mais après Malthus ils sont devenus de plus en plus pessimistes. La science de la croissance s'est muée en science de la pénurie.

*La science de l'augmentation de la prospérité est
devenue science de la redistribution des revenus !*

McCloskey : En ce moment, il y a dans l'économie une ambiance peu professionnelle, dans la mesure où l'on s'éloigne de plus en plus du véritable moteur de la «grande amélioration» et où l'on se concentre sur l'accumulation de capital – comme le font Piketty et tous les économistes conventionnels. Peu importe que l'on parle de capital humain, de capital physique ou de capital social, tout est capital. C'est une erreur. L'humain doit être au centre. On devrait s'occuper de libérer l'esprit humain, de manière à ce que chacun puisse faire ce qu'il souhaite. Cela correspond aussi aux idées d'Adam Smith dans «La Richesse des nations», à l'orientation vers la liberté et la dignité. Mes idées sont relativement démodées et peu originales, mais elles doivent être exprimées, car elles ont déjà été totalement oubliées par les intellectuels au 19^{ème} siècle. Au lieu de cela, ils se sont dit : «Déterminisme géographique – génial ! Matérialisme scientifique – super ! Eugénisme ? Fantastique ! ». Toutes ces fausses idées et découvertes scientifiques du 19^{ème} siècle ont vu le jour car on avait oublié les théories des penseurs du 18^{ème} siècle, qui s'appuyaient sur le fait qu'on pouvait et devait respecter les gens et les laisser en paix. Si l'on se souvient de ces idées, on sera richement récompensé, car elles conduisent à une société égalitaire.

*La version intégrale de l'interview est parue sous le
titre «Es ist wunderbar !» dans le «Schweizer Monat»
d'octobre 2015.*

Croissance et immigration : démêlons la situation

Le revenu par habitant stagne-t-il à cause de l'immigration ? Bien que l'offre plus forte de travail n'ait pas favorisé l'accroissement de la productivité, l'effet positif sur le taux de participation au marché du travail l'emporte.

Patrik Schellenbauer

Dans le monde entier, la crise économique et financière a sonné le glas de la croissance soutenue. Toutefois, contrairement à d'autres pays (et contrairement à ce qu'on prétend), la croissance réelle par habitant n'a pas cessé en Suisse ; les salaires ont même progressé plus vite qu'avant 2009. Parallèlement, l'immigration s'est accélérée. La conjonction de ces phénomènes a suscité des débats sur le «stress lié à la densité», la croissance horizontale et la hausse des loyers. La baisse sensible de la progression du PIB par habitant après la crise de 2009 est l'un des principaux reproches politiques adressés aux Accords bilatéraux (cf. figure page 17). Le PIB par habitant

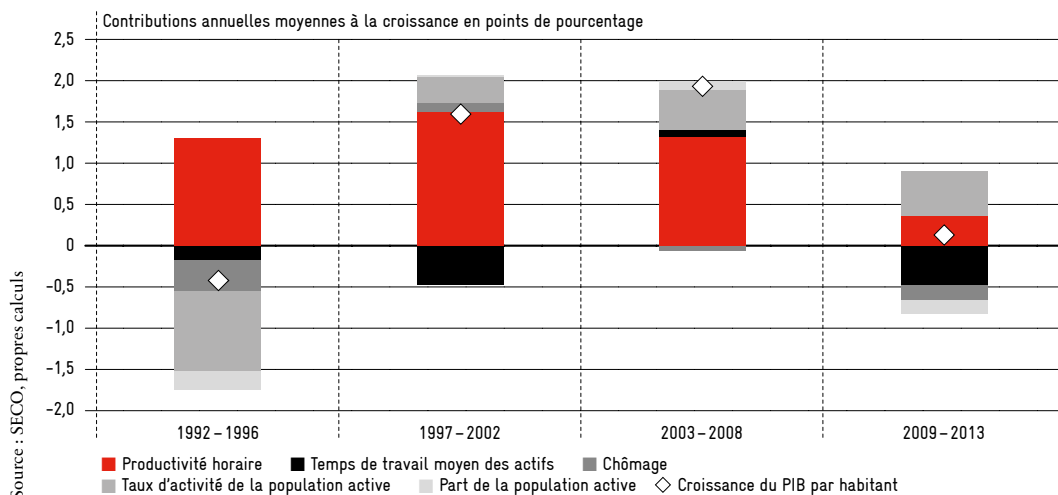
stagne-t-il parce qu'il doit être réparti entre un nombre croissant de personnes ? Une analyse de la croissance livre des réponses étonnantes.

Les gains de productivité consommés sous forme de temps libre

L'outil appelé «comptabilité de la croissance» (growth accounting) permet de décomposer le PIB en deux éléments : la croissance démographique et la croissance du revenu par habitant. Le revenu par habitant (et donc la prospérité d'un pays) dépend à son tour de deux facteurs : la productivité moyenne de la main-d'œuvre, c.-à-d. la valeur créée par une personne, d'une part, et la

Répartition de la croissance par habitant en Suisse 1992 – 2013

Le plus important moteur du revenu par habitant est la productivité horaire. L'utilisation de la main-d'œuvre a également eu un impact significatif. La figure montre, qu'à partir de 2009, une partie des gains de productivité a été utilisée sous forme de réduction du temps de travail.



participation brute au marché du travail, c.-à-d. le nombre de personnes exerçant une activité professionnelle par rapport à la population totale, d'autre part. Plus le taux de personnes qui travaillent est élevé, plus le revenu par tête le sera aussi.

La comptabilité de la croissance permet d'avoir un point de vue nuancé sur la progression décevante qu'a connu le PIB par habitant après la crise financière, entre 2009 et 2013 (cf. figure page 14). Cette évolution est due en bonne partie à une augmentation plus modeste de la productivité horaire, qui est passée de 1,3 % à 0,4 % en rythme annuel. Mais ceci n'explique que pour moitié la baisse de deux points de pourcentage de la croissance par habitant par rapport à la période allant de 2003 à 2008.

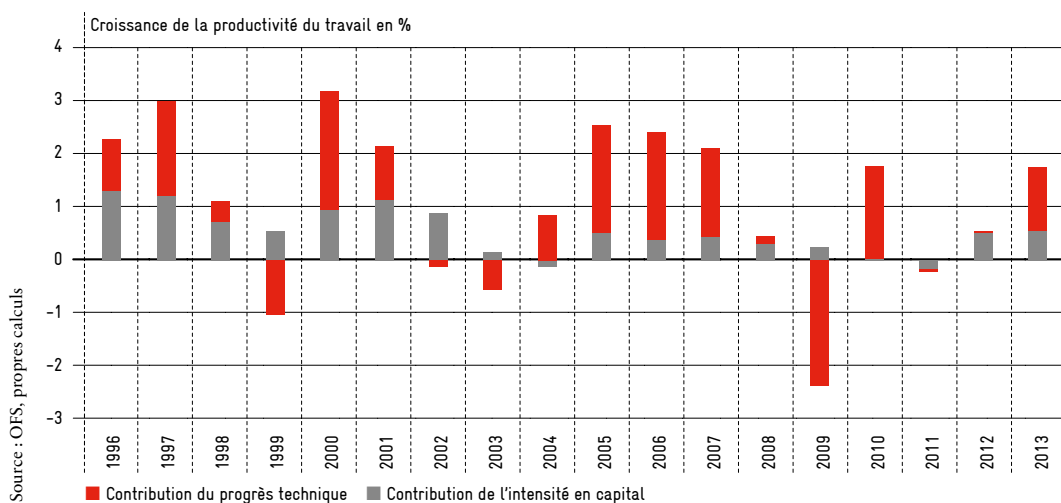
Le deuxième facteur déterminant le revenu par habitant, la part des personnes exerçant une activité professionnelle dans la population active (participation brute) a évolué positivement pour les deux périodes considérées. Cela est dû, d'une

part, à l'immigration sur le marché du travail et, d'autre part, au nombre de plus en plus important de femmes qui travaillent. En revanche, le temps de travail moyen, qui a baissé de 0,5 %, a tiré vers le bas la croissance par habitant, alors qu'il suivait encore une évolution légèrement positive entre 2003 et 2008. Cela signifie qu'une partie des gains de productivité ont été « consommés » sous forme de temps libre. De plus, le taux de chômage légèrement en hausse a limité le revenu par habitant.

A cela s'ajoute un phénomène connu depuis longtemps mais rarement mis en relation avec la progression plus modeste du revenu par habitant : le vieillissement démographique. Celui-ci se reflète dans la comptabilité de la croissance au travers de la part plus faible des personnes exerçant une activité professionnelle par rapport à l'ensemble de la population. Une multitude de facteurs ont donc joué un rôle dans la progression décevante du PIB par habitant. L'immigration a probablement poussé à la hausse le taux

Explication de la croissance de la productivité du travail en Suisse 1996 – 2013

Depuis 2003, la contribution de l'intensité en capital à l'amélioration de la productivité du travail a diminué. Dans les années 1990, les investissements réels ont permis des gains de productivité de l'ordre de 1%. Dans les années 2000 en revanche, c'est le progrès technique qui a été le principal moteur de la croissance.



de personnes qui travaillent et le temps de travail moyen, soutenant ainsi le revenu par habitant.

L'immigration réduit le besoin de rationalisation

La logique simpliste selon laquelle, dans une situation de forte immigration, une croissance en berne est répartie entre un nombre croissant d'individus, ce qui mène à une stagnation du revenu par habitant, ne tient pas face à la réalité. Toutefois, il est nécessaire de déterminer si et dans quelle mesure l'accroissement plus faible de la productivité en Suisse est lié à la migration.

La figure «Explication de la croissance de la productivité du travail en Suisse 1996 – 2013» (page

15) montre ce qu'il s'est passé en Suisse. Alors que, dans les années 1990, une augmentation de l'intensité en capital a régulièrement permis un des gains de productivité de l'ordre de 1%, la situation a radicalement changé en 2003. Depuis, l'économie suisse ne s'est pas appuyée, comme on le prétend parfois, sur

davantage de main-d'œuvre, mais la progression de l'intensité en capital a été moins marquée. Il est plausible que ceci ait un lien avec la hausse de l'immigration. Pour le petit marché intérieur de la Suisse, l'accès aux grands marchés du travail allemand et français a rendu la main-d'œuvre plus facile à trouver et moins chère, ce qui a limité les incitations aux investissements de rationalisation et à la délocalisation de la production à l'étranger.

Cette situation n'a pas réduit à néant les investissements dans le pays, mais ils ont fortement diminué (et ce d'autant plus si on compare avec l'embauche). Dans ce contexte, on comprend mieux l'accroissement plus modeste de la pro-

ductivité. Dans tous les cas, ces effets négatifs ont pu être limités par le niveau plus ou moins égal des progrès techniques. Ces derniers ont pu être assurés par une meilleure qualité de la main-d'œuvre (formation, qualifications), du capital (machines et logiciels de meilleure qualité) et des processus de production.

L'impression d'être les dindons de la farce

De manière générale, la progression laborieuse de la croissance par habitant après la crise économique et financière s'explique davantage par l'impact de l'économie mondiale que par l'immigration. Toutefois, cette situation a pu inciter certaines couches de la population à penser que, loin de tirer avantage de la libre circulation des personnes, les salariés doivent en payer les frais et subir des loyers plus élevés et des infrastructures surchargées. Une raison de plus pour surveiller les éléments hors du marché du travail, dépendant de décisions internes : la pénurie de logement et la forte sollicitation des infrastructures.

De manière générale, la progression laborieuse de la croissance par habitant pourrait s'expliquer davantage par les événements de l'économie mondiale que par l'immigration.

Bilatérales – what else?

Patrik Schellenbauer et Gerhard Schwarz
(Editeurs)



Edition 2015

Informations, commande et téléchargement :
<http://www.avenir-suisse.ch/fr/52963/bilaterales-what-else/>

La fin de la réindustrialisation

La conjoncture de l'économie suisse de 2003 à 2014 a été marquée par la «crise des subprimes» et la «Grande récession» qui l'a suivie en 2009. Cette dernière a provoqué la plus grave contraction de l'économie depuis la récession liée au choc pétrolier de 1974–1975, quand bien même elle n'a eu en Suisse que des effets limités.

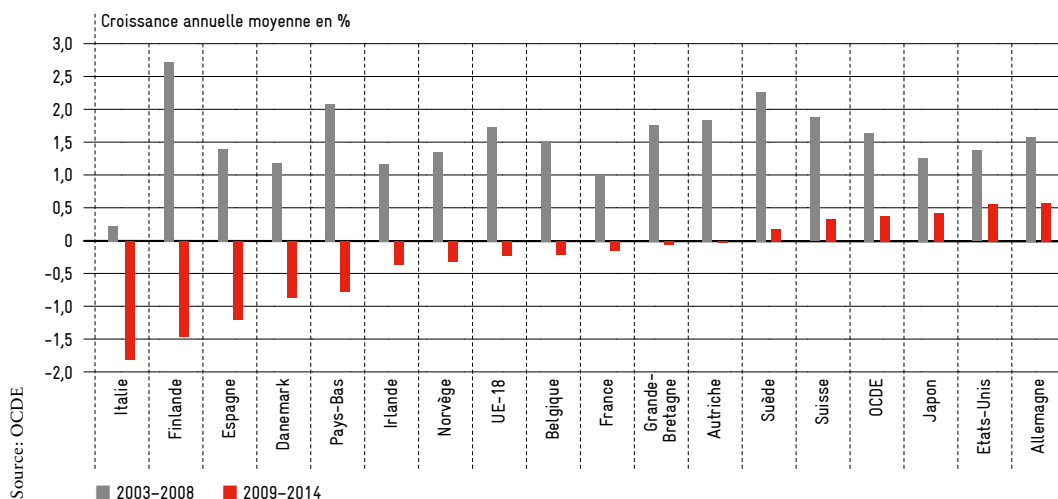
Durant la première période, allant de 2003 à 2008, la croissance de la Suisse a été redynamisée grâce à un rattachement partiel au marché intérieur de l'UE. Beaucoup ont alors parlé de «réindustrialisation» de la Suisse. Si cette évolution a été favorisée par le cours faible du franc, elle a avant tout été rendue possible par deux facteurs internes : l'accélération de l'accroissement de la productivité, d'une part ; une première vague d'immigration permise par la

libre circulation des personnes avec l'UE, d'autre part. De 2009 à 2014, la croissance moyenne du PIB réel a été réduite de moitié, à 1,3%, partiellement dû à la crise économique et financière. Mais, même si l'on fait abstraction de l'année 2009, la croissance a été moins forte (2010–2014 : 2%) que précédemment.

Le coup de frein dans la croissance du PIB par habitant est encore plus frappant : la progression moyenne a baissé à 0,2% en rythme annuel (sans l'année de crise 2009 : 0,9% par an). En parallèle, la progression de la productivité a aussi été ralentie. Au niveau mondial, l'accroissement de la productivité a été réduit de moitié environ après 2009, suivant ainsi la perte de vitesse qu'a connue la progression du PIB par habitant au niveau mondial. **PS**

Croissance du PIB réel par habitant dans l'OCDE, 2003–2008 par rapport à 2009–2014

Le graphique montre la croissance annuelle moyenne du revenu réel par habitant avant et après la crise économique et financière sur la base de dollars US corrigés du pouvoir d'achat (PPP). La croissance a chuté massivement dans tous les pays. La Suisse fait partie de la minorité de pays qui ont connu une croissance positive après la crise.



Riche grâce à l'esprit d'innovation

La prospérité de la Suisse n'est pas due au fait que le pays a été épargné pendant la Deuxième Guerre mondiale ou à l'existence du secret bancaire. A la fin du 19^{ème} siècle, la Suisse faisait déjà partie des pays les plus riches.

Lukas Rühli

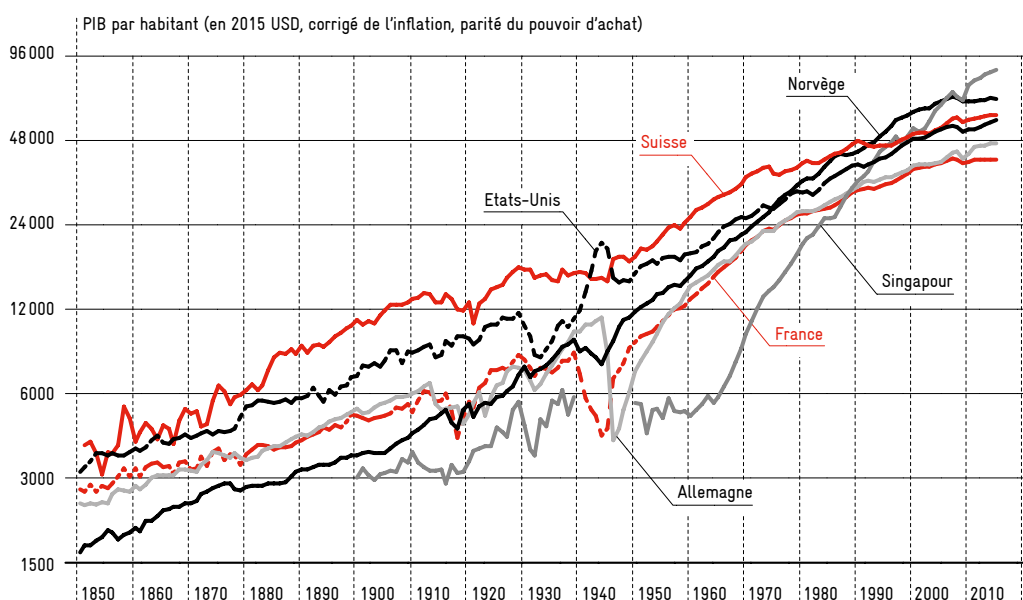
L'histoire du développement du produit intérieur brut (PIB) indique qu'à la fin du 19^{ème} siècle, la Suisse détenait déjà le plus haut niveau de prospérité de tous les pays (comparables) – quoique drastiquement plus faible qu'aujourd'hui et très inégalement répartie. Cette richesse était le résultat d'une série d'importants et judicieux aiguillages, au sens littéral: la construction rapide d'un réseau ferroviaire par des privés. Ce développement fut l'impulsion originelle pour une Suisse moderne, qui brille notamment par la qualité de sa recherche scientifique.

La Suisse a certes été épargnée pendant la Deuxième Guerre mondiale. Mais des pays com-

me l'Allemagne, la France, les Pays-Bas ou le Japon, qui ont beaucoup souffert de la guerre, n'ont par la suite pas eu besoin de plus de 10 à 15 ans pour rattraper leur retard. Depuis 1970, l'«avance» de la Suisse en matière de prospérité a même nettement diminué. Des pays comme Singapour ou la Norvège nous ont dépassé, tandis que d'autres se rapprochent. Notre prospérité n'est pas une évidence; elle ne peut pas nous être fournie de l'extérieur, mais doit être continuellement reconquise et maintenue par notre engagement.

Calendrier de l'Avent 2015 en ligne: page du calendrier du 1^{er} décembre 2015.

A la fin du 19^{ème} siècle, la Suisse détenait déjà un très haut niveau de prospérité



Limiter la bureaucratie

La densité réglementaire croissante entrave la compétitivité et par conséquent les perspectives de croissance de la Suisse. C'est pourquoi nous avons besoin de mécanismes efficaces, tels qu'un frein à la réglementation.

Peter Buomberger

Des nobles intentions se cachent souvent derrière les réglementations. Toutefois, on ne vérifie que rarement s'il serait possible d'atteindre les mêmes objectifs avec un autre instrument de l'économie de marché. Chaque règlement, pris individuellement, s'accompagne d'un coût qui paraît acceptable. Considérée globalement, la densité réglementaire est telle qu'elle entrave la compétitivité suisse. Selon les estimations du Conseil fédéral, les coûts de la réglementation représenteraient environ 2% du PIB. Une partie considérable de ces coûts seraient inutiles, donc évitables. La situation difficile dans laquelle le franc fort a plongé l'économie suisse et les grandes incertitudes qui planent sur le commerce extérieur exige de les réduire d'urgence. Et cela, d'autant plus que d'après un sondage du World Economic Forum (WEF), les entreprises souffrent de la réglementation croissante.

Causes systémiques

Pourquoi la densité réglementaire ne cesse de croître? Il y a plusieurs raisons: l'administration veut renforcer son influence à travers de nouvelles réglementations; les politiciens espèrent marquer des points auprès des électeurs et beaucoup de citoyens se croient davantage en sécurité. Une raison supplémentaire est la mondialisation: ainsi, l'accès au marché européen intérieur européen exige souvent la reprise du droit étranger. Les lobbys bien organisés renforcent encore cette tendance, en défendant leurs acquis avec de nouvelles réglementations.

Il manque des mécanismes de contrôle et de correction, ou alors ils sont contournés. Certes,

avec l'analyse d'impact de la réglementation (AIR), le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) dispose d'un très bon instrument qualitatif pour enrayer le flot réglementaire. Toutefois, les AIR sont la plupart du temps exécutées par les départements chargés d'élaborer les nouvelles lois ou révisions. De ce fait, l'instrument devient un «tigre de papier». Il faut donc une institution indépendante pour superviser le processus. Mais une chose est sûre: rien ne se passera sans un consensus politique qui dépasse les clivages partisans.

Calcul standardisé et objectifs clairs

Un regard porté vers l'étranger montre les mesures couronnées de succès. Pour l'essentiel, cela concerne la méthode de calcul, l'organe de contrôle et les objectifs. Pour rendre la discussion plus objective, il est indispensable que la méthode de calcul soit standardisée et contraignante. De plus, nous avons besoin d'objectifs de réduction clairs, à l'image du principe «one-in, one-out» en vigueur en Allemagne, en Autriche ou en Australie. Avec ce mécanisme, pour chaque nouvelle réglementation une ancienne est abrogée. En Suisse aussi, un tel frein à la réglementation, à l'instar du frein à l'endettement, pourrait être introduit. L'augmentation des coûts de la réglementation ne devrait par exemple pas dépasser la croissance du PIB. Enfin, des coûts administratifs bas peuvent contribuer au renforcement de la compétitivité et favoriser ainsi une croissance durable.

La version intégrale de cet article est parue dans l'édition 10/2015 de «La Vie économique».

Sans confiance, pas d'investissements

Sept ans après le début de la crise financière mondiale, le moteur économique dans la zone euro peine encore à démarrer. Le manque de confiance des acteurs économiques dans les conditions-cadres institutionnelles en est une raison.

Rudolf Walsler

Sept ans après le début de la crise financière mondiale, le moteur économique dans la zone euro n'a pas encore réellement démarré.

Bien que la crise de la zone euro ne soit pas encore surmontée, d'importantes réformes structurelles et des assainissements budgétaires sont engagés dans certains Etats membres. Grâce à la combinaison de ces mesures, des premiers résultats positifs apparaissent en Irlande et en

Espagne. Néanmoins, sept ans après le début de la crise financière globale et malgré des injections massives de liquidités de la BCE, l'impression prédominante reste que le moteur économique dans la zone euro n'a pas encore réellement démarré. Cela attire d'une part l'atten-

tion sur les carences structurelles existantes et d'autre part sur la confiance insuffisante des acteurs économiques dans le cadre institutionnel. Cette dernière se construit en premier lieu à travers la crédibilité et la fiabilité de la politique économique. La confiance durable des consommateurs, des entreprises et des investisseurs, indispensable pour un développement économique fructueux et réussi, ne peut être gagnée que de cette façon.

La Commission de l'UE garantit la confiance

En tant que gardienne des traités de l'UE, la Commission européenne joue un rôle important. Le renforcement du cadre institutionnel présuppose l'application cohérente des nouvelles règles macroéconomiques. La Commission eu-

ropéenne doit veiller à ce que la réforme du Pacte de stabilité et de croissance, ainsi que l'accord fiscal aient un réel impact dans la réalité et en cas de situation difficile.

Malheureusement, il semble que la nouvelle Commission européenne en place depuis l'automne 2014 n'a pas réussi ce premier test important puisqu'elle se trouve déjà en difficulté avec l'application et le respect des nouvelles règles macroéconomiques. Bien que dans le cadre de l'évaluation annuelle des programmes budgétaires pour 2015, elle ait dénoncé le non-respect de la discipline budgétaire par sept pays (Belgique, France, Italie, Malte, Autriche, Portugal et Espagne), elle n'a pas effectué d'autres démarches, qui auraient pu mener à des procédures pénales. Que réserve donc la politique institutionnelle et économique pour l'avenir?

Une mise en œuvre stricte des règles

Si des infractions sont dès le début tolérées, cela ne présage rien de bon pour la discipline. Le non-respect permanent des critères de Maastricht par les Etats membres a montré à quels dysfonctionnements macroéconomiques cela peut mener. Alors que les conceptions de politique économique et financière des Etats membres sont très éloignées les unes des autres, la Commission européenne devrait au moins prouver que les règles acceptées et le principe de subsidiarité ne sont pas uniquement des termes dont le contenu peut être défini à volonté. La Commission européenne est la gardienne des traités de l'UE. Ainsi, elle a pour tâche de veiller à ce que les divers engagements pris par les Etats

membres dans le cadre de la nouvelle «Economic Governance» soient respectés.

En fin de compte, il n'y a pas d'autre voie : seule une action fondée sur des règles donne de la force à la Commission européenne, instaure de la confiance et garantit que la nouvelle «Economic Governance» ne devienne pas une carpette pour les Etats de l'UE endettés de manière chronique, comme un commentateur du «Frankfurter Allgemeine Zeitung» l'a une fois fait remarquer de manière acerbe. Imposer de manière stricte la responsabilité et le contrôle en fait également partie.

La croissance et la prospérité ne sont pas des automatismes

La dépréciation n'est plus un outil disponible pour rétablir la compétitivité des pays européens excessivement endettés. Si l'UE veut éviter des rééchelonnements, des remises de dettes et des impôts sur la fortune, exigés par certains politiciens et pays membres de l'UE pour rétablir la

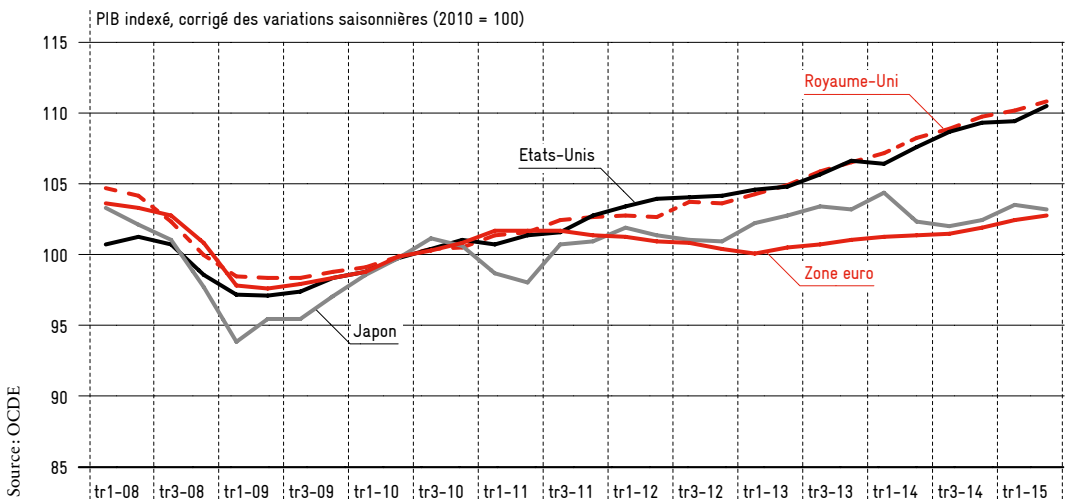
viabilité de la dette de nombreux Etats membres, il n'existe aucune alternative au strict respect du nouveau Pacte de stabilité et de croissance et du nouvel accord fiscal. Ce dispositif réglementaire permet en effet de respirer. Cela aussi, la nouvelle Commission européenne doit le savoir.

La croissance et la prospérité ne sont jamais des automatismes, mais doivent continuellement être garanties par la compétitivité de l'économie. Néanmoins, aussi longtemps que le terrain de jeu est esquissé par le cadre institutionnel mais que les règles ne sont pas imposées en conséquence, il manquera la base de confiance nécessaire, afin que les acteurs économiques puissent agir.

Publication en ligne : 21 janvier 2015.

Le manque de confiance est l'une des raisons de la faible croissance de la zone euro

Malgré des injections massives de liquidités de la BCE, la croissance de la zone euro reste inférieure à celle d'autres pays. Une des raisons principales en est le manque de confiance des acteurs économiques dans les institutions existantes.



Le théorème méconnu

D'un point de vue économique, est-il plus néfaste d'imposer le capital ou les salaires ? Le théorème de Chamley-Judd répond à cette question controversée : ce sont les impôts sur le capital, car ils ont pour effet de freiner la croissance.

Marco Salvi

Il est évident que la politique fiscale influe sur la croissance. A cet égard, un raisonnement novateur tiré de la théorie fiscale mérite d'être mieux connu. Il porte le nom de ses auteurs : le théorème de Chamley et Judd. Il affirme que dans une économie nationale, dans laquelle les consommateurs actuels se soucient du bien-être de leurs descendants, le taux idéal frappant les revenus du capital serait de zéro. Le théorème montre que le revenu disponible des salariés ne peut augmenter de manière durable lorsqu'on taxe les revenus du capital.

Un résultat d'une telle portée mérite quelques informations de fond. Depuis toujours, les économistes se demandent s'il est préférable d'imposer les salaires ou le capital. Vu que le capital n'est rien d'autre qu'une part épargnée du revenu – donc constitué d'argent précédemment taxé –, des économistes classiques étaient déjà en faveur d'une exonération fiscale des revenus du capital. Selon l'un d'entre eux, John Stuart Mill (1806–1873), la double imposition du revenu du capital avantagerait la consommation actuelle (et l'endettement) au détriment de l'épargne. Ceci serait non seulement malvenu, mais injuste. Toutefois, l'alternative – l'imposition des salaires – crée aussi des distorsions : elle affaiblit notamment l'attrait de l'exercice d'une activité professionnelle. Parmi ces deux distorsions – l'imposition des capitaux qui entrave l'épargne ou celle des salaires qui entrave l'emploi –, laquelle est la plus préjudiciable à long terme d'un point de vue économique ?

C'est ici qu'interviennent les travaux, publiés séparément en 1985, de Christophe Chamley et

de Kenneth Judd. L'idée de base du théorème de Chamley-Judd est assez simple : l'imposition des revenus du capital diminue l'attrait de l'accumulation du capital, donc de l'épargne et de l'investissement dans les machines ou les nouvelles technologies. Les salariés devraient aussi y être opposés, car un stock de capital plus élevé (plus de machines) améliore la productivité, ce qui constitue, au final, la vraie source des augmentations de salaire. En raison du stock de capital trop bas, les revenus du capital sont également plus faibles, donc on réinvestit moins. L'effet des intérêts composés est supprimé : en clair, l'imposition du capital freine l'effet «boule de neige» de la croissance. Tel n'est pas le cas pour un impôt sur les salaires, qui ne provoque que des effets négatifs statiques sous la forme d'une réduction de l'offre de travail. Chamley et Judd supposent aussi que les consommateurs d'aujourd'hui ne se soucient pas seulement de leur propre prospérité, mais de celle de leurs descendants. C'est pourquoi toute forme d'imposition des revenus du capital doit être rejetée, ce qui serait notamment le cas pour l'impôt sur les successions. En fin de compte, le théorème suggère que la diminution constamment déplorée des taux d'imposition des entreprises ne constitue absolument pas une catastrophe en matière de politique de répartition. Il relativise également l'argument souvent avancé selon lequel il serait pertinent d'un point de vue économique de taxer de la même manière les salaires et les revenus du capital. Au fond, le message fondamental de ce théorème est que les entrepreneurs et les salariés sont dans le même bateau.

Le budget-temps, un indicateur de prospérité

Certains biens usuels sont presque gratuits, dont Internet et la télévision. La consommation gratuite d'informations ne fait certes pas augmenter le PIB, néanmoins elle contribue à la prospérité.

Marco Salvi

Téléphone portable, ordinateur, télévision : trois écrans qui imprègnent le quotidien de chaque Suisse. Près de 20 heures de télé et 7 heures d'Internet hebdomadaire (sans les heures de bureau). Pour ces «passe-temps électroniques», un ménage ne dépense en moyenne que 80CHF par mois.

Comparé aux dépenses totales d'un ménage, ces activités paraissent économiquement insignifiantes. Elles ne contribuent pas à la performance économique qui se reflète dans le PIB – et par conséquent ne font pas partie de la prospérité mesurée. Mais bien plus que l'argent, c'est le temps que l'on passe avec des médias électroniques qui nous renseigne sur leur valeur. Chaque heure que nous passons devant un écran correspond à une heure de moins à travailler ou à consommer d'autres biens. La valeur de cette alternative est connue : dans le cas du travail, il s'agit du salaire. Par conséquent, il est possible de déterminer les coûts d'opportunité de l'utilisation d'Internet et de la télévision ainsi que de faire une estimation de leurs effets sur la prospérité.

Cette méthode a été utilisée pour la première fois en 2006, par les économistes Austan Goolsbee (Université de Chicago) et Peter Klenow (Université Stanford). En l'appliquant à la Suisse, on estime la valeur de l'utilisation privée d'Internet – ce que les économistes nomment le surplus de consommation – à environ 150 CHF par mois. Pour la télévision, la valeur correspondante s'élève à 430 CHF, ce qui correspond tout de même à 8 % du revenu du ménage. A l'échelle de la Suisse, cela signifie que la consommation

des médias électroniques génère une plus-value pour le consommateur de 1,4 milliard de francs.

Le monde digital est aussi «réel»

Certes, cette valeur est à prendre avec des pincettes. Le calcul part du principe qu'Internet et la télévision ne sont pas des substituts proches. Ces dernières années cependant, on a pu remarquer un recul de la consommation télévisuelle au profit d'Internet, surtout chez les jeunes utilisateurs. Par conséquent, les valeurs indiquées sont quelque peu surestimées. Une critique supplémentaire concerne l'évaluation du temps libre avec un taux de salaire complet. Si une heure de loisirs vaut pour les gens moins qu'une heure de travail, les gains de bien-être calculés sont également trop élevés. De plus, on ne distingue pas la consommation gratuite d'information sur Internet de la présence sur des sites de e-commerce. Celui qui réserve ses vacances ou achète sa musique via Internet influe sur le PIB.

Mais sans pour autant effectuer des calculs complexes, il est évident que l'espace «virtuel» a pris de l'importance dans notre vie, notamment car il a un effet sur notre manière d'appréhender la prospérité. Le monde digital peut bien se composer de 0 et de 1, il n'en n'est pas moins réel et a une valeur.

Nous sommes plus riches que nous le pensons

Traditionnellement, le calcul du PIB de la Suisse se fonde sur la production, ce qui ne reproduit pas assez l'évolution du pouvoir d'achat. Au cours des dix dernières années, la prospérité a bien plus progressé que nous le pensons.

Gerhard Schwarz

Dans le contexte suisse, le PIB sous-estime nettement la prospérité et sa croissance.

Au début des années 1990, des économistes et chefs d'entreprise préoyaient un ralentissement de la croissance en Suisse si des réformes en faveur de la concurrence et des initiatives privées n'étaient pas entreprises. Le temps leur a donné raison. La dernière décennie du 20^{ème} siècle a été marquée par la stagnation, puis la croissance a fortement repris après le changement de millénaire. Grâce aux ré-

formes économiques réclamées et mises en place, mais aussi grâce à la libre circulation des personnes avec l'UE, la Suisse a connu une croissance exceptionnelle: le débat des années 1990 sur la faible croissance était clos. Cependant, dans le contexte des discussions au sujet de l'immigration, ce débat a été relancé de plus belle, notamment avec l'affirmation selon laquelle la Suisse aurait certes connu une croissance mais seulement en largeur. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant serait plutôt stagnant (cf. pages 14 à 16).

L'exception suisse

On peut se demander si le PIB – ou plutôt le PIB par habitant – est vraiment une unité de mesure adéquate pour refléter l'évolution de la prospérité. Les faiblesses de cet indicateur sont connues, par exemple le fait de ne pas prendre en compte l'impact sur la durabilité ou des performances économiques sans rémunération monétaire,

comme le travail domestique. Pourtant, il n'existe tout simplement pas de meilleures alternatives.

En particulier, le PIB ne peut pas mesurer le bien-être perçu de la population. Les nombreuses tentatives de création de systèmes de mesure du bonheur humain, une sorte de «produit du bonheur brut», n'ont heureusement pas encore convaincu. En effet, ce type d'indicateurs entraîne toujours un effet normatif: ce qu'on définit comme étant le bonheur obtient rapidement un statut d'objectif universel, alors que la définition du bonheur varie d'un individu à l'autre.

Le concept du «Command GDP» attire l'attention sur une autre faiblesse du PIB, moins fondamentale, mais tout aussi importante pour le débat économique. Elle a déjà été traitée il y a plusieurs années par l'économiste genevois Ulrich Kohli, mais aussi récemment par le Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ (Michael Siegenthaler, Jan-Egbert Sturm). Dans le cas suisse, le PIB sous-estime nettement la prospérité et sa croissance, du moins en ce qui concerne les dix dernières années. En ces termes, la Suisse fait figure d'exception, car cette différence est presque inexistante dans les autres pays.

Une croissance doublée

Pour comprendre ce phénomène, résumons préalablement certains aspects méthodologiques. Traditionnellement, le PIB de la Suisse est calculé sur la base de la production et non sur celle des dépenses ou des revenus, ce qui serait également possible. L'évolution du pouvoir d'achat de

la population n'est pas suffisamment pris en compte. En effet, si les termes de l'échange d'une petite économie aussi ouverte que la Suisse s'améliorent (les importations augmentent pour un volume d'exportations inchangé), alors la population du pays voit sa prospérité augmenter. Ceci reste même valable si le PIB et les quantités de produits exportés ne varient pas. Le calcul tient compte du «Command GDP», aussi appelé revenu national brut réel. Comme le montre le graphique, celui-ci a augmenté de 66 % par habitant depuis 1980, ce qui constitue une hausse presque deux fois plus importante que celle du PIB réel par habitant officiellement défini qui a, lui, crû de seulement 34 %.

Le clivage entre les deux grandeurs est particulièrement marquant à partir de 2002. Depuis, le «Command GDP» réel par habitant a connu une augmentation annuelle de 2 %, c'est-à-dire d'environ 1,1 point de pourcentage de plus par année que le PIB réel par habitant, uniquement par amélioration des termes de l'échange. En

outre, alors que le PIB par habitant s'est écroulé lors de la crise économique et qu'il vient seulement de retrouver son niveau d'avant la crise, le «Command GDP» par habitant a pu se maintenir en 2008 et 2009. Après une hausse progressive ces dernières années, il a désormais largement dépassé sa valeur de 2007.

La qualité cachée

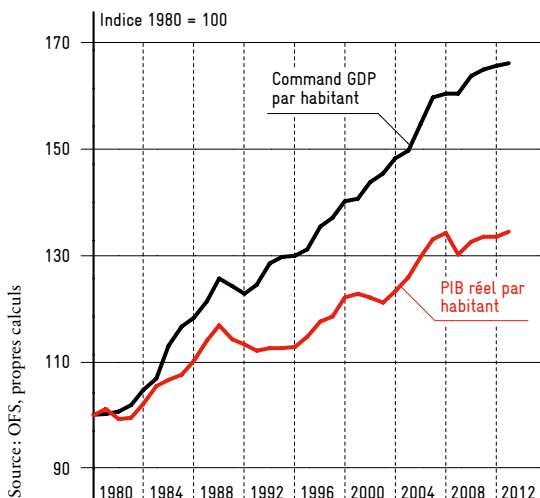
L'écart grandissant entre les deux courbes montre la capacité exceptionnelle des exportateurs suisses de fixer les prix. Depuis longtemps, grâce à la spécialisation, la recherche de la qualité et l'accent mis sur les produits de niche, ils sont capables de proposer d'année en année des produits et services de qualité toujours supérieure et de largement répercuter l'appréciation continuelle du franc suisse sur la clientèle. D'ailleurs, l'élasticité des prix des produits d'exportation suisses est nettement inférieure à celle des produits exportés par bon nombre d'autres pays.

L'évolution plus lente du PIB réel par habitant par rapport à celle du «Command GDP» par habitant indique que la croissance de valeur ajoutée est sous-estimée, depuis longtemps et de manière systématique. Nous sommes donc plus riches que nous le pensons. Il en va de même pour la croissance de la productivité. Celle-ci est aussi constamment sous-évaluée, si seul le PIB est pris en considération. La hausse du prix des exportations suisses pourrait bien refléter une amélioration substantielle de la qualité couplée à une baisse des coûts de production grâce à des gains de productivité. Tout ceci expliquerait pourquoi les exportations suisses n'ont récemment pas été trop freinées par le franc fort.

Cet article est paru dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 27 septembre 2014.

Plus riches que nous le pensons

Le Command GDP a augmenté de 66 % depuis 1980 : une hausse presque deux fois plus importante que celle du PIB réel par habitant officiellement défini.



Le mythe d'une croissance éphémère

Les économies nationales peuvent-elles croître éternellement ? Il y a tout lieu de penser qu'un épuisement complet de la croissance est improbable. Le progrès technique est un moteur de croissance essentiel, mais reste souvent sous-estimé.

Samuel Rutz

Les pronostics sombres d'une croissance qui se tarit ne manquent pas. Le think tank allemand «Denkwerkzukunft» a, par exemple, extrapolé jusqu'à 2050 les taux de croissance enregistrés par les six Etats fondateurs de l'UE, ainsi que d'autres pays industrialisés pendant les cinquante dernières années (1960–2010) et prévoit pour la plupart de ces pays une croissance annuelle nettement inférieure à 1% dans les prochaines décennies. Pour la Suisse, pareille extrapolation aux quarante prochaines années donne les prévisions de croissance suivantes :

- 2010–2020 : 0,43 %
- 2020–2030 : 0,31 %

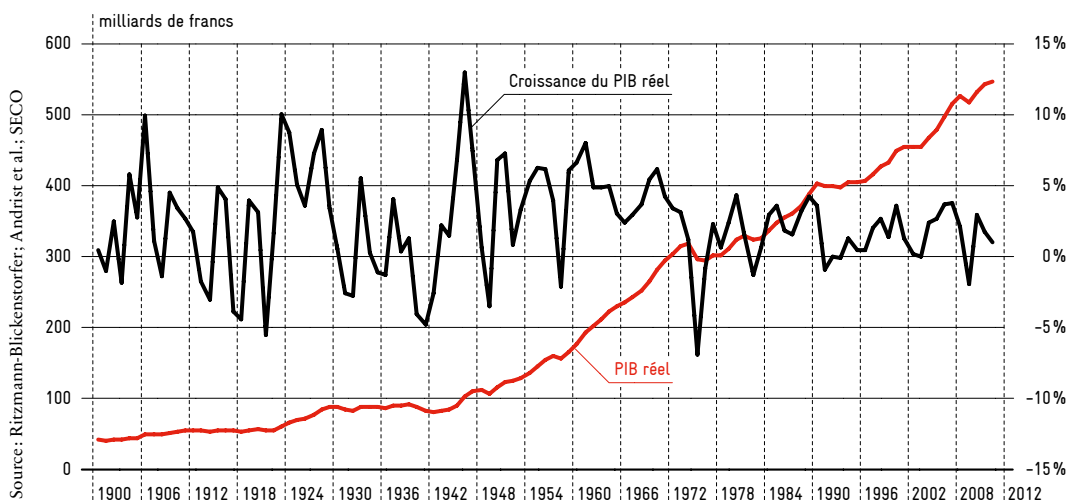
- 2030–2040 : 0,22 %
- 2040–2050 : 0,16 %

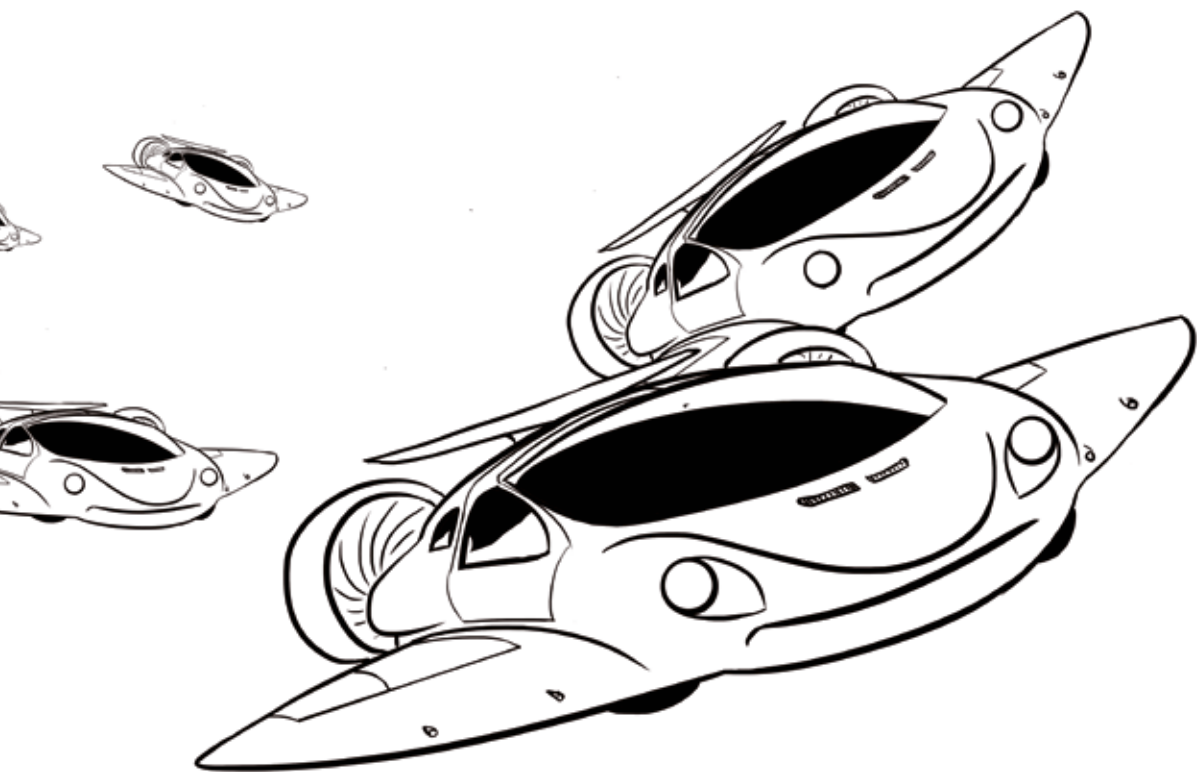
Ces résultats ne sont pas surprenants au vu des records historiques atteints dans la majorité des pays occidentaux après la Seconde Guerre mondiale. Si le calcul de la tendance est amorcé avec ces valeurs maximales, il ne peut en résulter que le scénario pessimiste d'une baisse de la croissance. Une observation sur le plus long terme est donc nécessaire.

La figure ci-dessous montre l'évolution du PIB réel et sa croissance annuelle en Suisse depuis 1900. En moyenne, le taux de croissance annuel du PIB par habitant pendant les 113 années étu-

Evolution du PIB réel et de la croissance annuelle du PIB en Suisse depuis 1900

L'observation du PIB réel sur une période plus longue relativise les pronostics sombres d'une croissance nulle. En moyenne, le taux de croissance annuel du PIB par habitant depuis 1900 était de 2,3%.





diées était de 2,3%. Les maxima atteints durant les «années folles» (1920) et les années 1960 ne sont pas la règle mais plutôt l'exception. Jusqu'à 1950, des taux de croissance très élevés (plus de 10 %) ont certes pu être observés, mais les récessions étaient également sévères. Entre 1900 et 1950, le PIB par habitant a finalement connu une croissance annuelle moyenne de «seulement» 2% environ. Comme dans tous les pays industrialisés, on peut observer en Suisse un recul de la croissance depuis les années 1970. Cependant, le développement économique était moins volatile que dans le passé. En effet, les phases de boom et de récession étaient moins fortes, l'évolution économique plus stable. La récente crise économique, qui influence considérablement notre perception, paraît presque insignifiante en comparaison historique.

Une observation à plus long terme de l'évolution de la croissance relativise ainsi les pronostics sombres d'une croissance nulle. Il existe aussi de bonnes raisons de ne pas s'attendre à un épuisement complet de la croissance: le principal moteur de croissance durable dans les pays industrialisés est le progrès technique. Celui-ci ne peut certainement pas être forcé, mais pas non plus entravé. A l'avenir, de petites et grandes innovations continueront de voir le jour. Elles finiront toujours par mener, tôt ou tard, à de la croissance dans les économies de marché, indépendamment du fait que la croissance est perçue comme bonne ou mauvaise, trop faible ou trop forte.

Publications



Responsables pour cette édition Gerhard Schwarz, Samuel Rutz et Simone Hofer Frei, Avenir Suisse, Zurich collaborateurs Clément Bourdin, Peter Buomberger, Jérôme Cosandey, Verena Parzer Epp, Nicole Pomezny, Lukas Rühli, Marco Salvi, Patrik Schellenbauer, Natanael Rother, Rudolf Walser, Dominique Zaugg traduction Véronique Bohn, Stefanie Demierre-Joannin, Xavier Pellegrini, Gian Pozzy rédaction Rotbuchstrasse 46, 8037 Zurich téléphone 044 445 90 00 e-mail redaktion@avenir-suisse.ch graphisme Carmen Sopi, Avenir Suisse, Zurich tirage 750 exemplaires impression gdz AG, www.gdz.ch download Téléchargement et réimpression, y compris d'extraits, permis avec référence à la source («avenir spécial»); disponible en format PDF sur www.avenir-suisse.ch/fr.